

RCS : ANGERS Code greffe : 4901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1993 B 00632 Numéro SIREN : 322 424 342 Nom ou dénomination : VETIR

Ce dépôt a été enregistré le 15/09/2022 sous le numéro de dépôt 14240

VETIR

S.A.S. au capital de 116.580.000 Euros
Siège social : 49111 SAINT PIERRE MONTLIMART CEDEX

R.C.S Angers 93 B 632 N° SIREN 322 424 342

ARRIVÉ AU GREFFE DE COMMERCE

15 SEP. 2022

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
Du 19 mai 2022**

L'Assemblée Générale décide d'affecter bénéfice de l'exercice s'élevant à 26 614 988.35 € et le report à nouveau débiteur de (-) 33 118,31 € soit un total de 26 581 870,04 € de la façon suivante :

- en réserves facultatives.....	11 500 000,00 €
- Reste à affecter.....	15 081 870,04 €
- en Distribution de dividendes	15 015 504,00 €
- en Report à nouveau créateur.....	66 366,04 €
Soit, au total	15 081 870,04 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

**CERTIFIE(E) SINCERE
ET CONFORME**



VOUS INFORME QUE CE DOCUMENT FAIT L'OBJET D'UNE PROCEDURE DE

SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Le présent document est établi en un (1) exemplaire original signé par voie électronique par chacune des parties, qui ont consenti à l'utilisation de ce procédé et reconnu comme totalement valable ledit procédé de signature.

Seul le document dans sa version numérique a une valeur juridique probante complète.

La signature électronique vaut signature de **toutes les pages** et en conséquence

remplace le **paraphe** de chacune des pages.

CERTIFI(E) SINCERE

ET CONFORME

Les Parties reconnaissent que le procédé technique de signature électronique mis en œuvre permet de garantir et constituer la preuve de (i) l'identification du signataire du document, (ii) la préservation de l'intégrité de son contenu. Les Parties renoncent expressément à contester la recevabilité, la validité et la force probante de la signature électronique du présent document.

Les Parties conviennent que l'acte signé ce jour (i) constituera l'original dudit acte (ii) constituera une preuve par écrit, au sens des articles 1364 et suivants du Code civil, pouvant être valablement opposée aux Parties (iii) sera susceptible d'être produit en justice en cas de litige.

Les Parties reconnaissent enfin que le présent document signé par voie électronique sera le cas échéant admis comme original devant les tribunaux et fera la preuve des contenus qu'il contient, preuve recevable, valable et opposable entre les Parties, de la même manière, dans les mêmes conditions et avec la même force probante qu'un document qui revêt une signature manuscrite, conformément aux articles 1356, 1366 à 1368 du Code civil.

Les signataires ci-dessous ont signé numériquement :

Signé le 19/05/2022

Sylvain Begenne

par Sylvain Begenne

✓ Signé et certifié par yousign 

VETIR

*Société par Actions Simplifiée
au capital de 116.580.000 Euros*

49111 SAINT PIERRE MONTLIMART

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport sur les comptes annuels



AUDIT
France

Sylvain BEGENNE

Sophie DELSAUX

Rémi LAMBERT

Commissaires aux Comptes

**CERTIFIE(E) SINCERE
ET CONFORME**

Adresse de correspondance : TGS France Audit – Parc d'Activités Angers-Beaucouzé
1 rue du Tertre – CS 60119 – 49072 BEAUCOUZÉ CEDEX
Tél 02 41 22 22 30 – Fax 02 41 47 47 95 – E-mail beaucouze-audit@tgs-france.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société VETIR,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société VETIR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note de l'annexe intitulée « Stocks » décrit les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation et la dépréciation des stocks. Les diligences que nous avons effectuées sur les procédures, le suivi des stocks et les méthodes de valorisation retenues, nous permettent de conclure sur la correcte évaluation des stocks inscrits à l'actif du bilan.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnés à l'article D.441-6 du code de commerce.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Beaucouzé
Pour **TGS France Audit**,
Signé numériquement

Sylvain BEGENNE
Commissaire aux Comptes

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement	3 771 999	3 730 111	41 888	98 107
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	5 769 057	4 439 003	1 330 055	236 939
Fonds commercial	18 889 629	335 915	18 553 714	21 645 721
Autres immobilisations incorporelles	4 316 986		4 316 986	2 993 129
Avances sur immobilisations incorporelles	285 354		285 354	353 300
TOTAL immobilisations incorporelles	33 033 025	8 505 029	24 527 997	25 327 196
Terrains	326 241		326 241	326 241
Constructions	152 245 927	136 016 396	16 229 531	16 753 554
Installations techniques, matériel	6 848 581	5 621 126	1 227 455	1 762 869
Autres immobilisations corporelles	152 129 298	134 459 331	17 669 967	15 364 786
Immobilisations en cours				525
Avances et acomptes	2 212 056		2 212 056	2 843 438
TOTAL immobilisations corporelles	313 762 104	276 096 853	37 665 251	37 051 414
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	7 514		7 514	7 514
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	11 087	11 087		
Prêts	1 446 480		1 446 480	1 515 076
Autres immobilisations financières	5 318 061		5 318 061	5 259 348
TOTAL immobilisations financières	6 783 142	11 087	6 772 055	6 781 937
Total Actif Immobilisé (II)	353 578 271	284 612 969	68 965 302	69 160 547
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	168 983 092		168 983 092	174 654 412
TOTAL Stock	168 983 092		168 983 092	174 654 412
Avances et acomptes versés sur commandes				22 819
Clients et comptes rattachés	8 666 985	142 821	8 524 164	4 984 430
Autres créances	72 581 011		72 581 011	58 013 275
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	81 247 996	142 821	81 105 175	62 997 705
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres:)				
Disponibilités	15 193 248		15 193 248	10 801 417
TOTAL Disponibilités	15 193 248		15 193 248	10 801 417
Charges constatées d'avance	512 871		512 871	1 167 196
TOTAL Actif circulant (III)	265 937 207	142 821	265 794 386	249 643 549
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	619 515 478	284 755 790	334 759 688	318 804 096

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé : 116 580 000)	116 580 000	116 580 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	563 175	563 175
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	11 658 000	11 658 000
Réserves statutaires ou contractuelles	3 300 000	7 100 000
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)	886 827	886 827
TOTAL Réserves	15 844 827	19 644 827
Report à nouveau	-33 118	59 060
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	26 614 988	-3 892 179
Subventions d'investissement	1 135 843	1 061 192
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	160 705 715	134 016 076
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	2 106 739	2 433 315
Provisions pour charges	7 852 480	9 681 843
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	9 959 219	12 115 158
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 703 786	5 787 542
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	34 739 226	46 225 947
TOTAL Dettes financières	38 443 012	52 013 489
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	76 796 689	79 855 828
Dettes fiscales et sociales	28 019 493	24 891 492
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 834 801	3 743 264
Autres dettes	17 863 741	12 166 721
TOTAL Dettes d'exploitation	125 514 724	120 657 305
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	163 957 737	172 670 794
Ecart de conversion passif (V)	137 017	2 068
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	334 759 688	318 804 096

Compte de résultat

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	615 989 099	32 182 927	648 172 026	556 160 961
Production vendue biens	1 515 921	480 360	1 996 281	2 622 382
Production vendue services	2 296 578	1 609 606	3 906 185	4 017 375
Chiffres d'affaires nets	619 801 598	34 272 893	654 074 491	562 800 718
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			7 346 499	125 997
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			1 487 975	1 181 351
Autres produits			311 884	261 224
Total des produits d'exploitation (I)			663 220 849	564 369 290
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			321 657 073	307 488 275
Variation de stock (marchandises)			5 671 320	-13 076 005
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			1 902 801	2 822 172
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			200 751 405	179 087 823
Impôts, taxes et versements assimilés			10 854 495	10 001 598
Salaires et traitements			55 957 361	49 469 059
Charges sociales			14 490 293	12 845 621
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	11 919 855	13 009 658
		Dotations aux provisions	504 859	
		Sur actif circulant : dotations aux provisions		48 968
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	242 000	330 004
Autres charges			947 924	830 179
Total des charges d'exploitation (II)			624 899 385	562 857 352
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			38 321 464	1 511 938
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			11 101	22 711
Reprises sur provisions et transferts de charges				710 000
Différences positives de change			50 731	48
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			61 832	732 759
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			1 121 730	1 443 650
Différences négatives de change			2 209	543
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			1 123 939	1 444 192
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			-1 062 107	-711 434
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			37 259 357	800 504

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	766 985	150 323
Produits exceptionnels sur opérations en capital	920 349	4 805 542
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 664 450	1 013 912
Total des produits exceptionnels (VII)	3 351 785	5 969 777
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 011 791	2 079 335
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 097 905	6 171 146
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	519 841	2 443 721
Total des charges exceptionnelles (VIII)	4 629 537	10 694 202
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-1 277 753	-4 724 425
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	2 307 252	
Impôts sur les bénéfices (X)	7 059 364	-31 742
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	666 634 465	571 071 825
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	640 019 477	574 964 004
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	26 614 988	-3 892 179

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

VETIR
Société par actions simplifiée

31/12/2021

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total est 334 759 687,55 EUR et le résultat s'élève à 26 614 988,35 EUR.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce et au règlement de l'autorité des normes comptables N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et ses règlements modificatifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les fonds commerciaux dont la durée d'utilisation n'est pas limitée dans le temps font l'objet d'un test de dépréciation .

La société considère que son activité n'a pas de durée limitée.

En conséquence, dans le cadre de l'application du règlement précité, les fonds commerciaux font l'objet d'un test de dépréciation annuel dont les modalités sont décrites ci-après.

Dérogations aux principes comptables

Il n'a pas été dérogé aux principes comptables pour l'établissement et la présentation des comptes annuels.

Changements de méthode

Au cours de l'exercice, aucun changement de méthode n'est intervenu ; par conséquent les exercices sont comparables sans retraitement.

Faits marquants

La pandémie du Covid qui a frappé notre pays, à nouveau, a un impact lourd sur nos activités et notre rentabilité.

Nos magasins ont tous été fermés 6 semaines, soit plus de 10 % de l'année. Certains de nos magasins, notamment ceux positionnés dans les grands centres commerciaux ont été fermés plus longtemps encore (parfois 3 mois et demi).

Ces éléments ont généré une forte diminution du chiffre d'affaires réalisé.

Les mois d'avril, mai sont particulièrement importants dans la rentabilité de nos activités. Les fermetures sur ces périodes ont été très pénalisantes.

Les indemnités de chômage partiel que nous avons touchées (2.856 K€), le fonds de Solidarité (200 K€) et l'aide coût fixes (6,595 millions €) sont loin de compenser la perte de marge générée par ces semaines de fermeture.

L'impact cash, généré par cette pandémie, reste néanmoins sous contrôle, grâce au travail important sur le BFR.

Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultats

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Les fonds de commerce incluant les droit-au-bail, font l'objet d'un test de dépréciation. Le test de dépréciation a été mis en œuvre à la date de clôture selon les modalités décrites ci-après.

Périmètre : Le test de dépréciation porte sur les éléments incorporels, fonds commerciaux et droit-au-bail, de la société.

Méthode : La méthode d'évaluation des actifs s'appuie sur les comptes du dernier exercice ainsi que le prévisionnel 2022 et projections sur les années suivantes. Un flux de trésorerie normatif a été déterminé à partir de ces différents éléments. Ce flux normatif est par hypothèse capitalisé sur une durée infinie.

Les flux ainsi déterminés sont ensuite actualisés .

Résultat : Le test conduit à ne pas déprécier les actifs correspondants.

Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- à leur coût de production (biens produits),
- à leur valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Logiciels	Linéaire	1 à 3 ans
Constructions	Linéaire	20 ans
Agencements aménagements constructions	Linéaire	7 à 10 ans
Matériel et outillage	Linéaire/Dégressif	5 ans
Agencements installation aménagements	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans
Matériel et mobilier commerciaux	Linéaire	5 ans

Les droits au bail et fonds de commerce représentent au 31/12/2021 une valeur de 18 889 629 €.

Les sorties d'actifs sont consécutives à des cessions normales de biens pour fermetures de magasins ou suite à des mises au rebut en raison de modification du concept commercial.

Participations et autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des frais d'entreposage, conditionnement, emballage et transport.

Des dépréciations sont pratiquées lorsque leur valeur réalisable nette est inférieure à la valeur comptable. Elles sont directement déduites des valeurs de stocks qui sont inscrites au bilan pour leur montant net.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Valeur mobilières de placement

Néant.

Provisions règlementées

Néant.

Provisions pour risques et charges

La société provisionne les indemnités de départ à la retraite et charges y afférentes, pour l'ensemble du personnel, sur la base des dispositions conventionnelles. Il s'agit d'un régime à prestations définies.

L'évaluation de la provision est réalisée selon la méthode des unités de crédit projetées, sur la base d'un taux d'actualisation.

Conformément aux usages et aux recommandations de la CNCC, le taux nécessaire au calcul des indemnités de fin de carrière pour l'établissement des comptes sociaux est le taux de référence IBOXX AA10+.

Ainsi, l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite tient compte notamment :

- du taux d'actualisation IBOXX AA10+ soit 0,87 % au 30/11/2021 (Inflation comprise)
- le taux de charges sociales retenu est de 47 % pour les cadres et 26 % pour les non cadres
- du taux de rotation du personnel déterminé en fonction de la catégorie et du statut du salarié
- de l'âge de départ à la retraite : Départ entre 60 et 67 ans en fonction de la date de naissance
- du taux de revalorisation des salaires de 1,5%
- la table de mortalité utilisée est la table réglementaire INSEE 2021
- le départ en retraite pris à l'initiative du salarié

Le résultat de l'exercice clos le 31/12/2021 tient compte d'une reprise de provision d'exploitation pour 316 696 €.

Les autres provisions ont été constituées pour couvrir des risques et charges que des événements futurs rendraient probables.

Engagements financiers et autres informations

Rémunérations des dirigeants

L'organe de direction n'est pas rémunéré.

Crédit-bail

Néant.

Engagements de garantie donnés

La société VETIR a délivré des cautions pour garantir des contrats commerciaux auprès de bailleurs.

Il n'y a pas d'effet escompté non échu.

Couvertures de change

Les Couvertures à Terme réalisées sur le Dollar sont comptabilisées à échéance, sur la base du cours comptant, plus ou moins le report/déport, soit le cours à terme.

Au 31 Décembre 2021 , les couvertures à terme (CAT) mises en place à échéance 2022 , relatives aux achats des produits chaussures et vêtements sont de :

- 88 000 000 USD pour les produits de la saison ETE 2022
- 41 000 000 CNY pour les produits de la saison ETE 2022
- 90 000 000 USD pour les produits de la saison HIVER 2022

Dettes et garanties de suretés réelles

Néant.

Transactions avec des parties liées

Aucune transaction significative et non conclue aux conditions normales du marché, effectuée avec des parties liées au sens de l'article R 123-199-1 du code de commerce n'a été recensée.

Intégration fiscale

Notre société a depuis le 1^{er} janvier 2011 opté pour le régime de groupe prévu à l'article 223 A du code général des impôts et, qu'à cet effet notre société mère ERAM SAS reste seule redevable de l'impôt sur les sociétés.

La convention d'intégration fiscale place la société VETIR dans la situation qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration fiscale.

En application de la convention d'intégration fiscale, la société VETIR a comptabilisé une redevance d'intégration fiscale de 7 059 364 € au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Autres informations

Néant.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS		Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
				Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)			3 911 456		30 000
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			29 349 850		3 745 190
Terrains			326 241		
Constructions	Sur sol propre		3 941 483		0
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions		150 504 143		4 517 242
Installations techniques, matériel et outillage industriels			7 490 726		263 423
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		76 014 433		3 540 422
	Matériel de transport		86 300		
	Matériel de bureau et mobilier informatique		72 664 175		5 084 582
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			525		
Avances et acomptes			2 843 438		2 201 207
TOTAL (III)			313 871 463		15 606 877
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations			7 514		
Autres titres immobilisés			11 087		
Prêts et autres immobilisations financières			6 774 424		482 855
TOTAL (IV)			6 793 024		482 855
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			353 925 794		19 864 921

Cadre B	IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation Valeur d'origine
			Virement	Cession		
Frais d'établissement et de développement (I)				169 457	3 771 999	
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			704 963	3 129 050	29 261 026	
Terrains					326 241	
Constructions	Sur sol propre			289 653	3 651 830	
	Sur sol d'autrui					
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions			6 427 287	148 594 098	
Installations techniques, matériel et outillage industriels				905 568	6 848 581	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			2 718 653	76 836 203	
	Matériel de transport				86 300	
	Matériel de bureau et mobilier informatique			2 541 962	75 206 795	
	Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours			525			
Avances et acomptes			2 832 589		2 212 056	
TOTAL (III)			2 833 114	12 883 122	313 762 104	
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations					7 514	
Autres titres immobilisés					11 087	
Prêts et autres immobilisations financières				492 738	6 764 541	
TOTAL (IV)				492 738	6 783 142	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			3 538 077	16 674 367	353 578 271	

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)		3 813 349	86 219	169 457	3 730 111		
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		4 120 762	349 386	31 145	4 439 003		
Terrains							
Constructions	Sur sol propre	3 611 382	21 418	289 653	3 343 148		
	Sur sol d'autrui						
	Installations générales, agencements	134 080 689	5 019 846	6 427 287	132 673 248		
Installations techniques, matériels et outillages		5 727 857	629 894	905 568	5 452 182		
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	67 455 076	3 287 563	2 718 653	68 023 987		
	Matériel de transport	86 300			86 300		
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	65 858 746	3 032 261	2 541 962	66 349 045		
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		276 820 049	11 990 982	12 883 122	275 927 909		
TOTAL GENERAL (I + II + III)		284 754 160	12 426 587	13 083 724	284 097 023		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES		Fin de l'exercice	
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif		Amort fiscal exceptionnel
Frais étab							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
install.							
Autres immobilisations :							
Inst. techn.							
Inst gén.							
M. Transport							
Mat bureau.							
Emball.							
CORPO							
Acquis. de titres							
TOTAL							
Cadre C		Charges réparties sur plusieurs exercices		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litige	2 133 315	226 432	553 008	1 806 739
Provisions pour garantie				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions	7 284 936	16 000	391 198	6 909 738
Provisions pour impôts	8 208			8 208
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et chargés	2 688 699	12 677	1 466 842	1 234 534
TOTAL (II)	12 115 158	255 109	2 411 048	9 959 219
Provisions sur immobilisations incorporelles		335 915		335 915
Provisions sur immobilisations corporelles		168 944		168 944
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immos financières	11 087			11 087
Provisions sur stocks				
Provisions sur comptes clients	185 604	0	42 784	142 821
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)	196 691	504 859	42 784	659 767
TOTAL GENERAL (I+II+III)	12 311 850	759 968	2 453 832	10 617 986
Dont dotations et reprises d'exploitation		746 859	789 382	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles		13 109	1 664 450	
dépréciations des titres mis en équivalence				

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Créances rattachées à des participations						
Prêts			1 446 480	1 446 480		
Autres immobilisations financières			5 318 061		5 318 061	
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE			6 764 541	1 446 480	5 318 061	
Clients douteux ou litigieux			149 903	149 903		
Autres créances clients clients			8 517 082	8 517 082		
Créances représentatives de titres prêtés						
Personnel et comptes rattachés			35 620	35 620		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux						
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices					
	Taxe sur la valeur ajoutée		1 521 713	1 521 713		
	Autres impôts		1 033 874	1 033 874		
	Etat - divers					
Groupes et associés			63 653 328	63 653 328		
Débiteurs divers			6 336 475	6 336 475		
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT			81 247 996	81 247 996		
Charges constatées d'avance			512 871	512 871		
TOTAL DES CREANCES			88 525 408	83 207 347	5 318 061	
Prêts accordés en cours d'exercice						
Remboursements obtenus en cours d'exercice			180 376			
Prêts et avances consentis aux associés						
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			3 703 786	3 703 786		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine						
Emprunts et dettes financières divers			34 739 226	12 614 987	19 551 893	2 572 346
Fournisseurs et comptes rattachés			76 796 689	76 796 689		
Personnel et comptes rattachés			11 516 232	11 516 232		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			4 282 858	4 282 858		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices					
	Taxe sur la valeur ajoutée		6 919 486	6 919 486		
	Obligations cautionnées					
	Autres impôts		5 300 916	5 300 916		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			2 834 801	2 834 801		
Groupes et associés			3 674 114	3 674 114		
Autres dettes			14 189 628	14 189 628		
Dette représentative de titres empruntés						
Produits constatés d'avance						
TOTAL DES DETTES			163 957 737	141 833 497	19 551 893	2 572 346
Emprunts souscrits en cours d'exercice				Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice			10 930 847			

Fiscalité différée

Libellé	31/12/2021	31/12/2020
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées		
Subventions d'investissement	1 135 843	1 061 192
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif		
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	1 135 843	1 061 192
Total passif d'impôt futur	312 357	328 970
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires	6 893 738	7 210 434
Participation des salariés	2 307 252,00	
Autres charges non déductibles temporairement	3 658 153	2 895 883
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif	137 017	2 068
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement		
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	12 996 160	10 108 385
Total actif d'impôt futur	3 573 944	3 133 599
Situation nette	3 886 301	3 462 569

(1) Taux d'impôt :	27,50	31,00
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	27,50	31,00
Contribution sociale sur l'impôt :	3,30	3,30

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	61 194
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	29 508 696
Dettes fiscales et sociales	8 619 489
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	
Autres dettes	10 981 550
Total	49 170 929

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	57 812
Personnel et comptes rattachés	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	
Etat et autres collectivités publiques	45 283
Autres créances	2 878 098
Disponibilités	
Total	2 981 194

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	375 850		
LOYERS MAGASINS	33 171		
CHARGES SUR LOYERS	5 732		
AVANCE PERMANENTE S/CHRGES LOCATIV	62 946		
PUBLICITE	33 735		
CCA FRAIS DE DEPLACEMENT	1 437		
TOTAL	512 871		

Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
TOTAL			

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2021	Valeur nominale
Actions ordinaires	4 663 200			4 663 200	25
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					
Total	4 663 200			4 663 200	

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	648 172 026	556 160 961	16,54%
Production vendue biens	1 996 281	2 622 382	-23,88%
Production vendue services	3 906 185	4 017 375	-2,77%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	619 801 598	538 542 473	15,09%
Chiffres d'affaires nets-Export	34 272 893	24 258 245	41,28%
Chiffres d'affaires nets	654 074 491	562 800 718	16,22%

Impôt sur les bénéfices

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	37 259 357	8 315 438
Résultat exceptionnel	-1 277 753	-1 457 263
IS sur résultats antérieurs		
Contribution sociale		201 189
Contribution exceptionnelle		
TOTAL	35 981 604	7 059 364,00

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Amendes	150	
Baux	293 468	570 795
Divers	24 239	4 028
Litiges	110 625	432
Personnel	86 484	33 187
Sinistre	19 178	107 685
Vols et divers caisses	69 861	20 096
Solde Clients / Fournisseurs	198 520	30 761
Ajustement cotis DOETH	209 265	
Sur opérations en capital		
VNC sur immobilisations incorporelles	3 097 905	350 000
VNC sur immobilisations corporelles		300 000
Quote-part subvention investissement		270 349
Sur dotations et provisions		
Dotations exceptionnelles sur amortissements	506 732	
Pour charges fermeture magasins	12 677	1 466 842
Pour litige fournisseurs	432	197 608
TOTAL	4 629 537	3 351 785

Effectifs

Effectif	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Ingénieurs et Cadres	388	396			388	396
Agents de maîtrise assimilés cadres						
Agents de maîtrise, techniciens	136				136	
Employés	1 966	2 347			1 966	2 347
Ouvriers						
Autres						
TOTAL	2 490	2 743			2 490	2 743

L'effectif moyen du personnel est de : 2 490.

Liste des filiales et participations

Filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectations des résultats	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés (1) (2)										
Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)										
Participations (10 à 50% du capital) - à détailler										
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.										
Filiales françaises (ensemble)										
Filiales étrangères (ensemble) (3)										
Participations dans des sociétés françaises										
Participation dans des sociétés étrangères										
TOTAL										

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés

conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

Société établissant des comptes consolidés

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital	% de détention
ERAM - 49111 MONTREVAULT SUR EVRE (SIREN : 388 583 239)	SAS	73 600 000	99.98 %